

LES SACRIFIÉS

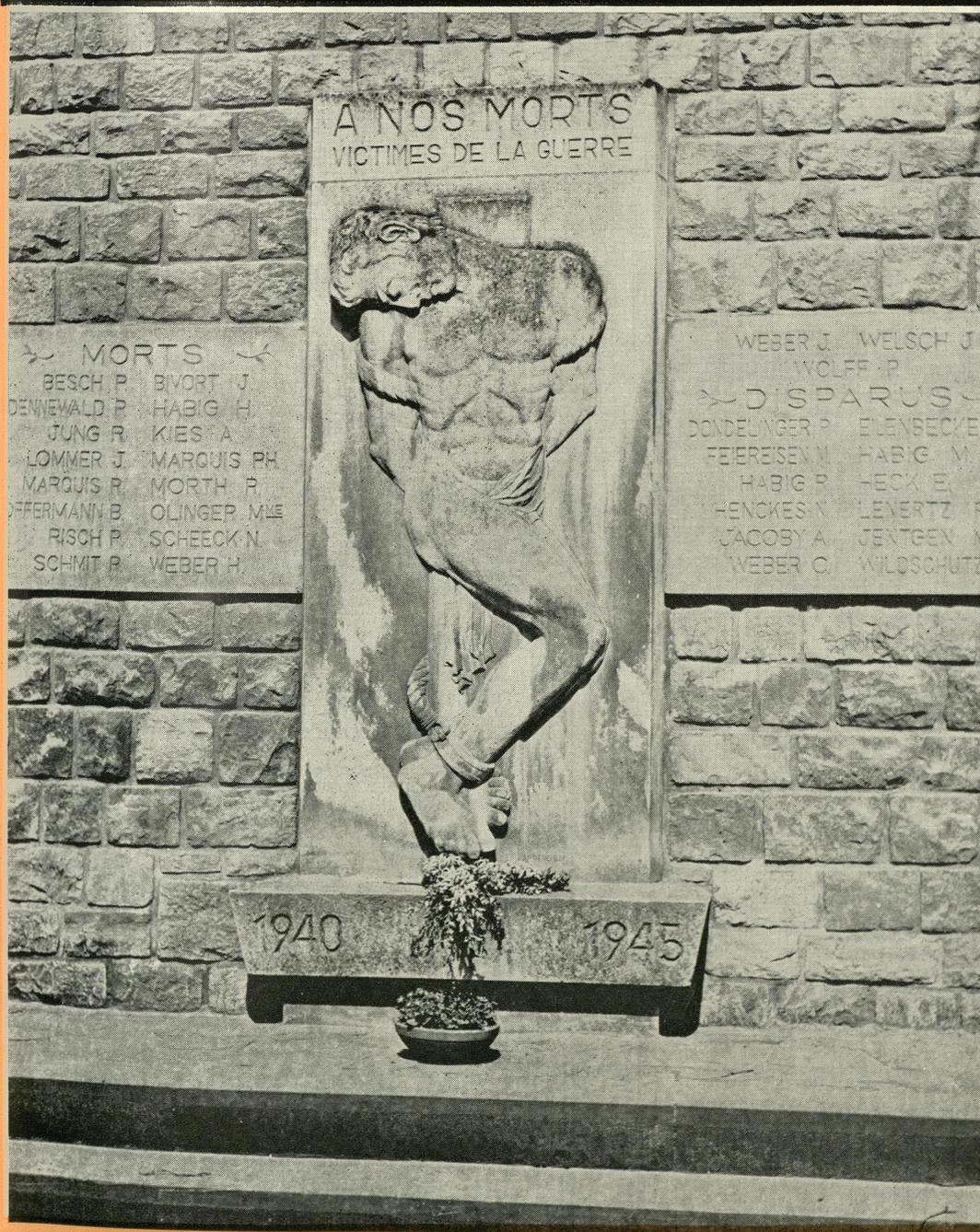
Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force

N° 6 / 1969

9e année

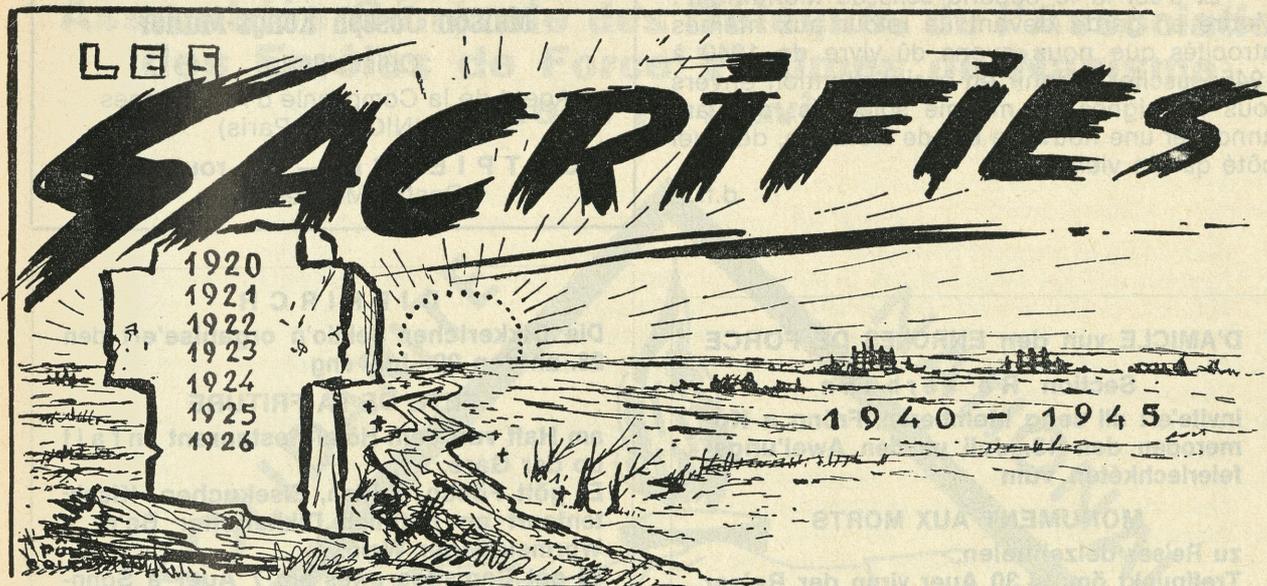
Prix: 8,- frs lux.

Abonnement: 50,- frs



Monument aux Morts Neudorf

Rédaction:
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg



Tirage 10 000

Le monument aux morts de Neudorf

Aus dem Inhalt

Le monument aux morts de
Neudorf
Assemblée Générale des Délégués
de l'Association des Enrôlés de
Force Victimes du Nazisme
sous la Devise: Solidarité nat.
Mit unsern Leidensgefährten aus
Lothringen
Heute und damals
De l'Activité du Comité National
Justitia, die Blinde
Fonds Wiesenthal
Der gezogene Strich
Bedarf Aloyse Rath's guten Rates?
Der lange Weg zum längsten Tag
Leuchtraketen
Die Flucht

**Fédération des Victimes du Na-
zisme Enrôlés de Force a.s.b.l.**
Siège: Luxembourg, 9, rue du
Fort Elisabeth. - Case postale
17 - Luxembourg-Gare
C. C. P. 313-29

Rédaction du bulletin mensuel
«Les Sacrifiés» Luxembourg, 9,
rue du Fort Elisabeth Case
postale 17 - Luxembourg-
Gare

Monument National - C. C. P.
319-10.

Fonds d'Action - C.C.P. 210-49

La Fédération représente:
l'Association des Parents des
Déportés Militaires Luxembour-
geois, Secrétariat: 21, rue du
Fossé, Luxembourg, C. C. P.

59-02 ● la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945, Case postale 382 - Luxem-
bourg-Ville, C.C.P. 286-33 ● l'Amicale des Anciens de Tambow, Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare,
C.C.P. 240-07 ● l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du
Fort Elisabeth Case postale 17 - Luxembourg Gare, C.C.P. 313-24

Erigé en 1951 sous l'impulsion de la section «Ons Jongen», le Monument, dû à la collaboration spontanée et généreuse de la population entière, se trouve au centre tant géographique qu'intellectuel du village, à proximité immédiate de l'école et de l'église. De cette façon, il est en bonne posture pour remplir son rôle primordial: Rappeler à tout jamais aux générations présentes et futures le tribut immense que l'occupant inhumain exigea de nos compatriotes durant les années meurtrières de 1940 à 1945.

Si, lors de l'érection déjà, l'appui financier et moral de l'ensemble des villageois avait démontré d'une façon éclatante le besoin du Monument, cette nécessité est confirmée par l'intérêt ininterrompu démontrée, tant aujourd'hui qu'hier, par le fait qu'il ne se passe aucun jour de l'année, même durant d'hiver, sans que des mains aimables ne viennent y déposer quelques fleurs, afin de tenir constamment en éveil le souvenir de nos regrettés morts et disparus.

Mais si ce geste s'accomplit avec simplicité et une spontanéité vraiment exemplaire, il nous semble absolument indispensable que les jeunes générations d'aujourd'hui, ayant eu — Dieu en soit remercié! — la chance d'être épargné du sort tellement tragique de leurs ancêtres, soient renseignées d'une façon véridique et complète sur le passé, afin qu'elles puissent, en passant devant le monument lors de leurs aller et sortir de l'école, reconnaître le vrai sens des mots «Mort pour la Patrie», et, partant, retenir dans leurs coeurs le profond respect et l'immense estime auxquels ont indubitablement droit les personnes, dont les noms sont ciselés dans cette pierre.

Cet enseignement de nos jeunes nous semble d'autant plus important, puisqu'il forme la base pour préserver nos enfants d'un sort aussi cruel et meurtrier que nos morts et disparus l'ont dû subir.

Imprimerie Hermann, Luxembourg

Et c'est là le second sens du Monument : Mettre en garde devant un retour aux mêmes atrocités que nous avons dû vivre de 1940 à 1945; susciter et tenir en éveil l'attention envers tous les signes, si minime soient-ils, pouvant annoncer une nouvelle ère de dictature, de quel côté qu'elle vienne.

d.f.

Maison Joseph Kongs-Muller

Quincaillerie

Agent de la Compagnie d'Assurances
L'UNION (de Paris)

PONTPIERRE — 13, route d'Esch
Postes Mondercange

D'AMICLE vun den ENROLES DE FORCE

Section Re'serbann

invite'ert all seng Memberen, Frönn a Komeroeden den 13. Juli un den Awei'ungsfeierlechketen vum

MONUMENT AUX MORTS

zu Re'ser délzehuelen.
Treffpunkt öm 14,30 Auer virun der Re'ser Gemeng.

No den Awei'ungsfeierlichketen kritt én éschten Grupp vu Patrioten aus dem Re'serbann «MEDAILLE DE LA RECONNAISSANCE» iwerrécht.

De Comité

DIEKIRCH

Die Dikkericher Sektio'n organise'ert den 28. an den 29. Juni eng

FETE DE LA FRITURE

am Haff vun dem Hôtel-Restaurant **Infalt** op der Gare.

Et gött Fösch, Fritten, Eisekuchen, Kisch-tentaart an natirlich Dikkericher Be'er a Wormeldénger Wein.

Et gèt Samsdes owes em 7 Auer a Sonndes em 4 Auer un.

Samstes owes ass em 9 Auer Concert vun der Medernacher Musik, Sonndes em 9 Auer spillt de Dikkriker Städtmusik.

D'Amicale «ONS JONGEN» vun Dikkerich wir fro' vill Frönn op hirem Fest ze begre'ben.

Assemblée Générale des Délégués de l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme sous la Devise



L'Assemblée Générale des Délégués de l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme aura lieu dimanche, le 6 juillet 1969 à Luxembourg- Kirchberg au building du Centre Européen.

Les assises se dérouleront sous la devise : « Solidarité Nationale ».

Pourquoi?

Eh bien, il nous a paru opportun de choisir cette devise, et ce, en présence des immenses problèmes nationaux qui nous préoccupent à un moment, où l'idée de l'intégration européenne semble prendre une forme concrète, et paraît entrer dans un stade nouveau.

En ce qui concerne les problèmes sur le plan spécifiquement national, on n'aura qu'à lire l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale pour se faire une idée.

Après toutes ces années écoulées après la grande tourmente de 1940 - 45, au cours desquelles la majorité écrasante des nôtres (des renégats il en a eu et il y en aura toujours, n'importe quand et où!) n'a cessé de se battre pour leur droit, et pour leurs revendications, combien justifiées!, il est évident qu'une lassitude parmi nos membres se fait jour. Après un temps aussi long il n'est pas étonnant non plus, que des idées se soient formées qui, à présent, se manifestent dans des prises de positions parfois violentes. Une clarification à la base nous paraît inévitable. Et nous espérons que les délégués des sections contribueront de manière efficace à la fixation de la ligne de conduite future que les membres du comité national auront à suivre.

Sur le plan international, c'est toujours l'épineux problème, le contentieux avec la République Fédérale Allemande (les héritiers du Ille Reich) qui exige toute notre attention et toute notre vigilance. Ce problème n'est plus celui des seuls Enrôlés de Force. C'est surtout celui de la Nation toute entière. Ceux qui s'en désolidarisent apparaissent aux yeux des Luxembourgeois comme des traîtres à la cause nationale, à comparer aux collaborateurs des Nazis aux cours des sombres années de 1940 à 1945. Qu'il y en ait qui se refusent à cette cause nationale, il n'y a pas le moindre des doutes. Pour démontrer ceci à un seul exemple, nous n'aurons qu'à citer les craintes formulées dans certains milieux luxembourgeois, qui tendent à faire valoir que la remise de la médaille de la reconnaissance nationale, en ce moment, à des personnes qui se sont distinguées en secourant des femmes et hommes poursuivis par l'occupant allemand, entraverait sérieusement la bonne entente entre l'Allemagne et le Luxembourg et pèserait lourdement sur les bonnes relations entre ces deux nations.

A tous ceux-là nous rappelons, qu'il n'y a pas questions d'admettre inconditionnellement l'Allemagne dans le concert des nations européennes. Nous exigeons qu'elle règle le contentieux germano-luxembourgeois avant d'aspirer à une Europe intégrée et ce, avant toute autre considération.

C'est précisément ce contentieux qui pèse lourdement sur les relations entre le Luxembourg et l'Allemagne de l'Ouest, plutôt qu'un geste de reconnaissance nationale envers nos protecteurs d'antan.

Que l'on n'oublie jamais cela!



liicht a bekömmlech!

fir dén dé gär mat Filter raacht

d'LEGÈRE mat Filter 16.- Fr.

Heintz van Landewyck

C'est donc à la solidarité nationale que nous faisons appel en ce moment. Qu'il y ait solidarité entre tous les enrôlés de force d'une part et entre tous les luxembourgeois d'autre part. Que cette solidarité se manifeste à nouveau comme nous l'avons connu et vécu pendant les années de guerre lorsque notre peuple eût à subir de joug de l'inhumain occupant allemand.

Dans cet esprit, nous espérons voir se dérouler les assises de l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme en ce jour de dimanche, le 6 juillet 1969, dont vous trouvez ci-après l'ordre du jour:

de 9,15 à midi:

Séance de contact et d'information

1. Bienvenue et rapport moral par le président Jos. Weirich.
2. Rapport sur les négociations avec les autorités gouvernementales par le président Jos. Weirich. (Entre autres concernant la perte de salaire.)
3. Rapport sur le Monument National par un membre du Comité National.
4. Rapport sur la Médaille de la Reconnaissance Nationale par le secrétaire général de l'Association, Bernard Jacob.
5. Rapport de Fern. Hurst sur un recensement permettant une étude scientifique sur les dommages mat. et moraux subis sous l'occupation allemande.
6. Présentations de divers problèmes d'organisation et formation de cadres de travail rattachés au Comité Central. (Fernand Hurst.)
7. Discussion libre.

de midi à 14,30 heures : déjeuner à Junglinster (le transport se fera en commun par autobus)

Assemblée générale.

8. Ouverture de l'Assemblée générale des délégués par le président.
9. Rapport d'activité par le secrétaire général Jacob Bernard.
10. Rapport financier par le trésorier général Noël Emile.
11. Rapport des reviseurs de caisse.
12. Election des nouveaux reviseurs de caisse (Art. 26.)
13. Confirmation des membres du Comité: Back J. B. et Conen Julien.
14. Désignation du délégué du Comité Rég. «Nord».
15. Fixation sur notre ligne de conduite future.

Clôture de l'assemblée vers 18 heures.

s.n.

Mit unsern Leidensgefährten aus Lothringen

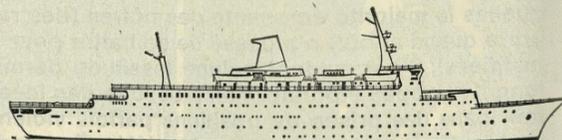
Am 18. Mai hatten sich die «Malgré-Nous» und Refraktäre aus dem nahen Lothringen zu ihrem Departementskongreß in Nilvange versammelt. Ihre Devise lautete:

Solidarité,
Einigkeit,
Wirksamkeit.

In Präsenz von Delegationen der A.D.I.E.F. und unserer Fédération des Victimes du Nazisme enrôlés de force (letztere wurde geleitet von Jos. Weirich, der ebenfalls Präsident der «Fédération Internationale des Enrôlés de Force» ist) eröffnete Departementspräsident Spitz (den Luxemburger Zwangsrekrutierten ist er kein Unbekannter) die Tagung vor einer zahlreichen Teilnehmerschaft, zu der hohe u. höchste Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens zählten. Er zog die Bilanz der Aktivität des «Groupement mosellan des Malgré-Nous» und brachte alle noch anhängigen Probleme zur Sprache. Und ihrer gibt es noch eine ganze Menge. Genau wie bei uns.

130.000 Elsässer und Lothringer waren in die deutsche Wehrmacht gezwungen worden; 40.000 Tote und Vermißte, davon rund 10.500, die nicht zurückkehrten und über deren Schicksal bis zur Stunde jedwede Nachricht fehlt; etwa 30.000 Invaliden und Verwundete, das ist der schreckliche Tribut, den eine Jugend zahlen mußte.

Le «PRINCESSE MARIE-ASTRID» circule régulièrement entre Wasserbillig et Schengen, avec arrêt dans toutes les localités riveraines de la Moselle.



Arrêts fixes: Wasserbillig, Grevenmacher, Wormeldange, Stadtbredimus, Remich, Bech-Kleinmacher, Schengen.

Arrêts facultatifs: Mertert, Machtum, Ahn, Ehnen, Schwesbingen.

Sorties d'entreprises et de sociétés pendant toute l'année (chauffage).

Cuisine soignée — Carte de vins comprenant la gamme des meilleurs crus de la Moselle Luxembourgeoise.

B

Les bières de qualité de B Bofferding.

B

Renseignements: Navigation Touristique de l'Entente de la Moselle

Grevenmacher — Tél. 753 11 et 750 26

Eine Jugend, die das Drama ungerechter Opfer durchlebte und welche sich heute an zuviel Unkenntnis, Unverständnis und sträflicher Gleichgültigkeit stößt.

Diese Geopferten von damals sind verkannt und wenig beliebt.

Opfer einer flagranten Verletzung des internationalen Rechts, waren die jungen Lothringer, Seite an Seite mit den elsässischen, luxemburgischen und belgischen Kameraden, gezwungen eine Uniform zu tragen, die ihre nicht war. Sie alle litten schwer an Leib und Seele. Und heute erwarten sie, daß ihnen Gerechtigkeit widerfahre.

Die Elsaß-Lothringer, welche die nazistische Knechtschaft der deutschen Herrenmenschen in Form der Zwangsrekrutierung über sich ergehen lassen mußten, erwarten noch immer eine Geste der Befriedung seitens der Bundesrepublik Deutschland.

Jos. Weirich, Präsident der F.V.N.E.F. und der «Fédération Internationale» sagte den Moselaner seine Unterstützung zu im Kampf für Gerechtigkeit, den sie nun bereits Jahrzehnte hindurch führen.

«Die Verluste, welche die Nazis den Elsässern und Lothringern, den Luxemburgern und Belgiern zufügten, können die Erben des Dritten Reiches nie wieder gutmachen. Das was zählt, ist unsere verhöhrte Ehre. Unsere Feinde von gestern müssen heute zeigen, daß sie geändert haben ...»

«Unsere vordringlichste Aufgabe ist es, darüber zu wachen und Sorge dafür zu tragen, daß unsere Kinder nicht ein gleiches, ähnliches oder gar noch schlimmeres Schicksal ereilt ...»

Er forderte eine konzertierte Aktion der drei Regierungen, der französischen, belgischen und luxemburgischen, um so Druck auf die Regierenden Deutschlands auszuüben.

Nach dem Kongreß begaben sich alle Teilnehmer zum Monument aux Morts in Nilvange. Mit einer Feier vor dem Gedenkstein, sowie einer religiösen Feier in der Pfarrkirche, schloß die Tagung des 18. Mai 1969 ab.

Abschließend drucken wir eine Motion ab, die vom Kongreß angenommen worden war und den Kandidaten zur französischen Präsidentschaft zugestellt wurde:

«Les A.C.H.N.R. rappellent leurs précédentes motions restées sans suite et concernant les problèmes suivants:

— Indemnisation par la République fédérale allemande des pertes de revenus subies par eux en tant que victimes de persécutions nazies;

— Bénéfice des majorations de campagnes pour les services de guerre;

— Octroi de la présomption d'origine favorable sans condition de délai pour les affectations contractées par les ex-prisonniers des camps russes, tel Tambow;

Demandent:

— qu'il leur soit enfin accordé leur représentation dans les commissions nationales des réfractaires et des personnes contraintes, tenant compte de leur représentativité des victimes de guerre considérées;

— la levée des délais de forclusion, pour une durée de six mois au minimum, pour les divers statuts les concernant; Réitèrent leurs demandes d'audiences auprès des ministres des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, des Affaires étrangères et des Armées.

Font appel aux parlementaires des trois départements du Rhin et de la Moselle afin que le contentieux spécial aux victimes de guerre de ces départements trouve enfin une solution acceptable».

sn

Heute und damals

HEUTE gibt man sich in Deutschland recht feinfühlig, wenn ... es darum geht, die Frage der Verjährung von Nazi-Verbrechen abzuschaffen oder nicht. Besonders Herr Bundeskanzler Kiesinger ist ein ausgesprochener Verteidiger einer «differenzierten Lösung» dieses Problems. (Preisfrage: Warum wohl gerade er?) Er möchte die Verjährung gelten lassen für jene Nazi-Verbrecher, die in untergeordneten Stellungen waren und auf Befehl gehandelt haben.

Diese Begründung erscheint uns keineswegs stichhaltig und zwar aus mehreren Gründen heraus. Zunächst einmal: Ist ein Verbrechen etwa kein Verbrechen mehr, wenn es nicht selbst geplant, sondern nur auf Befehl ausgeführt wurde? --- Und weiter: Wer hat im Nazi-Deutschland eigentlich nicht auf Befehl gehandelt, außer dem «Führer» selbst? oder anders gefragt: Wo soll, nach Herrn Kiesingers heutiger Auffassung,

die Entlastungsklausel «auf Befehl gehandelt» noch gelten und wo nicht mehr?

Wie gesagt: HEUTE gibt man sich in Deutschland recht feinfühlig

DAMALS war es völlig anders. Da kannten die Herren Deutschen keine derartige «Differenzierung». Damals gab es für sie keine kleinen und keine großen, sondern Verbrechen schlechthin. Wie weit sie diesen Begriff faßten, geht überdeutlich aus dem Nachstehenden hervor, das wir dem «Luxemburger Wort» vom 25. Februar 1944 (damals also noch unter deutscher Regie!) entnehmen. Unter dem Titel «Erneute Warnung für Unbelehrbare» lesen wir dort u.a.:

«Der 42 Jahre alte Peter Eugen Reuter aus Pfaffenthal hatte ab Herbst 1940 bis zum Dezember 1943 fortgesetzt Nachrichtensendungen und Musikübertragungen des Schweizer Senders Beromünster ab-

gehört. Wegen verbotenen Rundfunkempfangs wurde er zu zwei Jahren Zuchthaus verurteilt. Die Untersuchungshaft wurde ihm angerechnet. Das benutzte Empfangsgerät wurde eingezogen.»

Dies ist keineswegs ein Einzelfall gewesen, aber er verdeutlicht so recht den Gegensatz zwischen der deutschen Auffassung von DAMALS und jener von HEUTE.

DAMALS sahen die Deutschen das Abhören eines nichtdeutschen Radiosenders als ein Verbrechen an, das nicht gerade leicht geahndet wurde.

HEUTE möchte man wirkliche Verbrechen ungesühnt lassen, wenn sie nur auf Befehl ausgeübt wurden.

Aber vielleicht würde Herr Kiesinger vielleicht gerade hierin seine «Differenzierung» sehen:

CHAUFFAGE	SANITAIRE
Georges Berg	
ESCH sur ALZETTE	
33, bd Prince Henri -	5 29 16

1. Die «verjährungswürdigen» Verbrecher waren keine Luxemburger, sondern Deutsche. Was in deutschen Augen — zum mindesten HEUTE — einen wesentlichen Unterschied darstellt. (Nach wie vor: Deutschland über alles!).
2. Der luxemburgische Radiohörer handelte bei seinem «Verbrechen» nicht auf Befehl, sondern aus eigenem Antrieb. Also mußte er verurteilt werden. Jedenfalls nach der Kiesingerschen Logik.

Man wird es uns «gebrannten Kindern» nicht übelnehmen dürfen, wenn wir recht aufmerksam und . . . mißtrauisch auf solche «Differenzierer» von jenseits der Mosel schauen und sie entsprechend ihrem Handeln einstufen.

d.f.

LA MAISON
Schaafs & Martin
Confection - Chemiserie
84, Grand'rue
L u x e m b o u r g
se recommande à tous les vrais Grand-Ducaux

De l'Activité du Comité National

Suite à la demande de notre Fédération du 14 mai à M. Pierre Werner, Ministre d'Etat, de lui accorder une audience, la délégation a été reçue mardi 17 juin à 11 heures.

Elle se composait des camarades Jos. Weirich, Metty Scholer, Léon Renard, Benny Jacob et Erny Schaus.

Les points suivants étaient à l'ordre du jour:

1. Confirmation d'une deuxième cession de remise de Médailles de la Reconnaissance Nationale en automne. Echange de vue sur l'organisation de la remise des mêmes médailles aux étrangers.

2. La délégation a exposé au Premier la situation intenable par les applications différentes de la loi du 25. 2. 67 sur la «Prise en compte des années de guerre» dans les divers régimes de pensions. La Fédération soutient la proposition de l'Amicale des Anciens de Tambow, exposée à Monsieur le Ministre d'Etat dans sa lettre du 11. 6. 69, à savoir: Convoquer une table ronde des représentants des organismes intéressés et insistent pour qu'elle y soit également représentée. Monsieur Werner se dit étonné et ignorant de ces grandes différences par l'interprétation de la loi et les injustices en résultant et promet de convoquer les services compétents ainsi qu'un délégué de notre Fédération.

4. Nos délégués exposent et prouvent la nécessité urgente de créer un service social aux enrôlés de force. En effet le nombre des malheureux augmente continuellement qui ne se retrouvent pas dans la machinerie compliquée des administrations et restent sans les bénéfices prévus auxquels ils ont droit. Monsieur le Ministre accepte notre point de vue et promet d'étudier les possibilités de créer ce service et de tenir notre Fédération au courant des résultats.

5. Les délégués demandent si notre Fédération peut compter sur l'appui du Gouvernement en cas de rapatriement d'enrôlés enterrés dans les différents pays de l'Est. M. Pierre Werner assure son soutien et le service du rapatriement est à la disposition, si des données exactes sur le lieu des tombes sont fournies.

monopol : Scholer

**Das große Fachgeschäft für beste
HERRENKLEIDUNG**

POUR VOS CHAUSSURES,
UNE SEULE ADRESSE :

Chaussures Margot

Propriétaire : THOSS-JACOBS
ESCH-SUR-ALZETTE
22. avenue de la Gare - Téléphone 532 68

Nettoyage à sec Presto Shop
89, rue de l'Alzette - Tél. 54 02 34
LAVOIR-BLANCHISSERIE EDELWIS
41-43, rue du Claire-Chêne - Tél. 54 25 42

Dépôts officiels :

Luxembourg - 105 rue Ad. Fischer - Tél.: 48 11 48
Luxembourg - 95, avenue Guillaume - Tél.: 208 27
Luxembourg - 32, rue du Curé - Tél.: 419 88
Bettembourg - 4, route d'Esch - Téléphone 51 22 19

Justitia, die Blinde

Gedanken zu einem Freispruch.

Hempens, der ehemalige Kommandant des Nazi-schreckenslagers in Metz-Queuleu, wurde freigesprochen. Ist dies an und für sich schon ein ungeheuerlicher Skandal, angesichts der Tatsache, daß es in seinem Befehlsbereich 35 Tote gab, wovon man — wie im »Républicain Lorrain« vom 14. 5. 1969 zu lesen ist — für 5 unter ihnen «alle möglichen und erdenkbaren Beweise» hat, die diesem bestialischen Gestapo-Mann zur Last gelegt wurden, so muß es einen normal denkenden Menschen geradezu revoltieren und empören, wenn er die Urteilsbegründung zur Kenntnis nimmt.

Nachdem Hempens Verteidiger Martin Dethlefs die Belastungszeugen, die in der Hauptsache aus französischen Widerstandskämpfern bestanden, zur Zielscheibe seiner Angriffe gemacht hatte, griff Gerichtspräsident Rudloff dessen »Argumente« auf, um den Freispruch zu untermauern. Gemäß »R.L.« sagte er:

«Die französischen Zeugen haben sich an Fakten erinnert, die sie im Verlauf verschiedener vorangegangenen Verhöre nicht angegeben hatten. Die einzigen »gültigen« Zeugen sind tot oder nicht in der Lage vor Gericht auszusagen. Außerdem sind die Zeugenerklärungen oft widerspruchsvoll. Die Zeugen haben gelogen.»

Daß die Entlastungszeugen ausschließlich ehemalige Gestapo-Untergebene des Angeklagten waren, wäre noch nicht einmal so verwunderlich. Daß aber der Gerichtspräsident dieselben schon vor ihrer Aussage in die richtige »Stimmung« versetzte, indem er ihnen riet: «Sagen Sie nichts aus, was Ihnen in der Folge scha-

den könnte», und diesen »Zeugen« dann ihre Aussage glaubte, dieweil er zuließ, daß der Verteidiger Hempens die französischen Resistenzler als »Gemeine Verbrecher« und sogar »Mein Eidiger« betitelte, dann können Ausdrücke wie »Maskerade« oder »wahrer Zirkus« noch viel zu schwache Bezeichnungen sein für das, was man in Oldenburg mit »Justiz« bezeichnet. Dann hat Hr. Dr. Burger, Präsident der FNDIRP nur allzu recht, wenn er sagt:

«Sie haben unsere Toten zum zweiten Mal gemordet !»

Diesem Prozeßergebnis kommt aber eine noch viel größere Bedeutung zu aus dem Umstand, daß er genau zu dem Zeitpunkt herauskam, da man in den höchsten politischen Gremien Deutschlands über die Aufhebung der Verjährungsfrist bei Mord debatiert und beschließt.

Wenn es in unseren Augen schon eigenartig erscheinen muß, daß ein Mörder — und dazu auch noch ein Massenmörder — straffrei ausgehen kann, sobald er es fertig bringt, sich lange genug dem Zugriff der Justiz (und dieses Wort bedeutet »Gerechtigkeit«!!!) zu entziehen, dann muß es uns angesichts dieses Prozeßverlaufes, geradezu verdächtig vorkommen, wenn Bundeskanzler Kiesinger die Meinung vertritt, daß man die Verjährungsfrist gelten lassen sollte, wenn die Untaten auf Befehl geschahen.

Muß sich einem da nicht die Frage aufdrängen, ob mit dieser Klausel nicht solche Hempens-Prozesse und damit die Aufdeckung solcher Ungeheuerlichkeiten in Zukunft vermieden werden sollen? Soll diese Einschränkung all jene Nazis schützen, die zwar zu Mördern geworden, aber durch ihre Nachkriegstätigkeit für gewisse Kreise interessant oder gar unentbehrlich geworden

sind? Oder soll diese Maßnahme gar der Lohn für langjähriges, verhüllendes, barmherziges Schweigen dieser ehemaligen »Mitarbeiter« sein?

Und noch ein weiteres Moment, das in der Bundesrepublik zur Entscheidung anstand, scheint uns in diesen Zusammenhang gebracht werden zu müssen, um die volle Bedeutung dieser Justiz-Komödie in wahrstem Licht erscheinen zu lassen. Es ist die Frage des Verbotes oder Nicht-Verbotes der Neo-Nazi-Partei NPD. Man mag zu einem solchen Verbot positiv oder negativ stehen, man mag es als eine Einschränkung der Rede- und Presse-Freiheit ansehen oder nicht, man wird jedenfalls zugeben müssen, daß die vom Bundeskabinett getroffene »Lösung« nicht gerade als verantwortungsfreudig bezeichnet werden kann. Haben die deutschen Herren Minister doch beschlossen, da sie vor den Bundestagswahlen im kommenden Herbst aus technischen Gründen kein Verbot mehr erreichen können, der neuen Regierung keine Verpflichtung in dieser Hinsicht aufzuerlegen. Sollte — so philosophierten die deutschen Minister salomonisch — die NPD die 5-Prozentklausel nicht erfüllen und somit nicht in den Bundestag einrücken können, dann sei das Problem ja gelöst; sollten die Neuen Nazis aber diese Hürde überspringen, dann bleibe der neuen Regierung immer noch die Möglichkeit, einen Verbotsantrag beim Karlsruher Verfassungsgericht zu stellen. Raffinierter geht's nimmer! Man hält sich die Finger sauber — wenigstens aus deutscher Wählersicht — und läßt dafür den gefährlichen Tümpel in aller Ruhe und Freiheit an Größe und Tiefe zunehmen, ohne sich ernsthaft darum zu sorgen, wann er überschnappen und wie damals unter Adolf dem Ersten — die halbe Welt erstickt wird.

ORANIER-ÖLÖFEN

Kombi-System **Fers et Métaux**

- ★ modern
- ★ zuverlässig
- ★ sparsam
- ★ preiswert

Quincaillerie

BUCHHOLTZ et ETTINGER

Esch-sur-Alzette Tél. 54.17.85

Literie Ad. Rasqui-Langers

Voitures d'enfants

Literie-Trotinettes

★ Grand choix en vélos ★

ESCH-ALZETTE - 135, du Brill - Tél.: 52 135

Dies ist wohl kaum die Art und Weise, den Hempen und Co. zu Leibe zu rücken, wie sie es verdienen auf Grund ihrer mörderischen Vergangenheit. Und wenn schon in der heutigen Zeit, da die NPD noch im Schatten steht, solche »Urteile« in Deutschland möglich sind, wie wird es dann um Justitia bestellt sein, wenn diese alten und neuen Nazisten beim Ausarbeiten der Gesetzestexte mitwirken dürfen? Wenn heute schon authentische Nazi-Verbrecher nicht nur strafflos ausgehen, sondern ihre Belastungszeugen ohne Bestrafung Meineidige schimpfen dürfen, werden sie dann nicht morgen selber über ihre heutigen Ankläger zu Gericht sitzen und dieselben ein zweites Mal — und dann endgültig! — den Nazihenkern überliefern? Wird dann Deutschlands Justitia nicht nur blind, sondern völlig tot sein? Ermordet in ihrem eigenen Namen?!

d.f.

Fonds Wiesenthal

Exécuteur testamentaire de ses frères de race assassinés, Simon Wiesenthal consacre sa vie à la recherche des criminels nazis restés impunis. Pour lui, ceux qui ont survécu aux horreurs des camps d'extermination, ont le devoir d'aider la Justice à découvrir les responsables du génocide, pour que l'Histoire témoigne, à tout jamais, des épouvantables forfaits de l'Allemagne hitlérienne. De plus la renaissance du nazisme, qui fait peser de nouvelles menaces sur l'Humanité, impose la vigilance à l'égard des assassins qui vivent toujours parmi nous.

Dans le but de permettre à Simon Wiesenthal, qui ne dispose que de ressources privées, de continuer ses activités, un comité de soutien vient de se constituer à Luxembourg, comme il en existent dans d'autres pays. Pour les versements, prière de mentionner »Fonds Wiesenthal« (Compte chèque postal 3246 de l'Union des Mouvements de la Résistance luxembourgeoise).

Wiesenthal-Kreis

Als Testamentsvollstrecker der gemordeten Juden hat Simon Wiesenthal sein Leben der Fahndung von Naziverbrechern gewidmet. Im Dienste der Gerechtigkeit führt er die Massenmörder vor den Richterstuhl, damit ihre Verurteilung den kommenden Generationen Zeugnis ablege für die Greuel der Vernichtungslager Hitlers. Die Wiedergeburt des Nazismus bringt die Menschheit erneut in Gefahr, solange noch Zehntausende von Mördern in Freiheit leben.

Zur Unterstützung der Tätigkeit von Simon Wiesenthal, der nur private Geldmittel annimmt, hat sich in Luxemburg, wie dies bereits in anderen Ländern der Fall ist, ein Kreis von Förderern gebildet. Überweisungen bitte mit dem Vermerk einsenden »Wiesenthal-Fonds« (Post-schecknummer 3246 der Union Mouvements de la Résistance luxembourgeoise).

Der gezogene Strich

Am 4. Februar dieses Jahres behauptete der Leitartikler des »Journal«: »Der Strich ist gezogen«. Was er damit meinte, geht wohl aus dem nachstehenden Auszug aus diesem Artikel hervor.

«.....»
Darüber hinaus verkennen wir keineswegs die Schwierigkeiten, welche die neue Regierung erwarten. Die Probleme, über welche CSV und SAP stürzten, müssen einer Lösung zugeführt werden. Es waren und es sind: die Punktaufwertung im öffentlichen Sektor, das 3e Ajustement der Renten und Pensionen im Privatsektor, die Mehrwertsteuer, welche besonders unsern Mittelstand angeht.

Ohne der Regierungserklärung vorgreifen zu wollen, kann ich behaupten, daß praktische und detaillierte Formeln gefunden wurden.

Die Interessenten werden sich damit auseinandersetzen, sie eingehend prüfen, das Für und das Wider gegeneinander abwägen und ihre Schlußfolgerung ziehen. Jedenfalls muß dieser Fragenkomplex vor den Juliferien abgeschlossen sein, oder die neue Regierung hat versagt.

«.....»

So wichtig diese Programmpunkte auch für uns alle sein mögen, da mindestens eine davon irgendeinen unserer Mitglieder betrifft, so gibt es dennoch ein Problem, das wir dabei vermissen und das für uns Zwangsrekrutierte das wichtigste ist: U n s e r Problem

Rufen wir es dem derzeitigen Koalitionspartner in Erinnerung, indem wir ihm einige Auszüge aus **seinen eigenen** Wahlzeitungen zitieren:

«Wahlnummer 1 - November 1968 - Seite 2:

Die Demokratische Partei gab allen »Enrôlés de Force«, die sich auf ihrer Liste be-

finden, die Zusicherung, daß unser Problem gelöst wird und zwar als Priorität.»

In der gleichen Nummer stand auf den Seiten 6 - 9 das Aktionsprogramm, in welchem es hieß: »Enrôlés de Force

Verbesserung der gesetzlichen Bestimmungen über das Statut der Zwangsrekrutierten und Naziopfer.

Prioritäre und definitive Regelung des Problems der »Enrôlés de Force«. (Deutschland soll seinen Verpflichtungen nachkommen)».

«Wahlnummer Dezember 1968 - Seite 2:

Denn die Demokratische Partei hat die Lösung des Problems der Enrôlés de Force prioritär in ihrem Programm verankert!«

Wir glauben also voll berechtigt zu sein zu der Frage, ob für die prioritäre Lösung dieses Problems »praktische und detaillierte Formeln gefunden wurden«. Denn »prioritär« heißt ja wohl vordringlich, also **vor den anderen**. Oder?

Man wird uns ohne weiteres glauben, daß wir, die »Interessenten«, uns gründlichst »damit auseinandergesetzt« haben, daß wir sie »eingehend prüften«, daß wir das »Für und Wider gegeneinander abwägten«. Darum wird man uns noch weit mehr glauben, daß wir unsere »Schlußfolgerung ziehen« werden!

Und die erste Schlußfolgerung sei jetzt gleich gezogen: Wir zählen unser Problem, angesichts der unserer Forderung gegebenen Priorität, als unbedingt zu dem im genannten Leitartikel angesprochenen Fragenkomplex gehörig.

Woraus sich die zweite Schlußfolgerung ergibt, daß wir den genannten Termin für das Versagen der neuen Regierung auch als gültig für die Lösung unseres Problems ansehen.

Und die Juliferien stehen kurz vor der Tür...!
d.f.

Bedarf Aloyse Raths guten Rates

Ich kann mich nicht ganz des Eindruckes erwehren, daß Aloyse Raths nun auch zu den »Superpatrioten« à la Ed. Barbel zu zählen ist.

Privat behauptet er zwar, AUCH-Zwangsrekrutierter zu sein und die größten Sympathien für diese zu empfinden. Heißt es aber: Farbe bekennen und für die toten sowohl als für die lebenden Zwangsrekrutierten eintreten, hüllt sich der »Superpatriot« in Schweigen!

Wo war Herr Raths, als der »Superpatriot« Ed. Barbel und sein Genosse Jules Schreiner jahrelang gegen das Anbringen einer Gedenktafel für die toten Zwangsrekrutierten im Escher Resistenzmuseum ihr Veto einlegten? Warum hat Herr Raths nicht protestiert, als auf Drängen

des »Superpatrioten« Barbel die schon im Erdgeschoß des Escher Resistenzmuseums angebrachte Gedenktafel wieder abgenommen werden mußte? Warum schwieg damals der Auch-Zwangsrekrutierte Raths? Welches war seine Reaktion, als der sonderbare Resistenzler und sozialistische Bürgermeister Jules Schreiner meinem Kameraden Robert Tix und mir die Bemerkung ins Gesicht schleuderte: »Eure Kameraden sind **nicht** MORTS POUR LA PATRIE!«??? Hat Herr Raths nicht im Einvernehmen mit anderen »Superpatrioten« aus dem Conseil de la Résistance diese krummen Dinge mitgedreht??? Die Tatsachen sind da, niemand kann sie leugnen: Niemand trat für die Belange der toten

Zwangsrekrutierten ein, obwohl ihre Eltern und Geschwister, sowie ihre noch lebenden Kameraden durch ihre Steuergelder zum Bau des teuren Resistenzmuseums beitragen durften!!!

Ich halte somit darauf, Herrn «Superpatrioten» Rath's folgende Hinweise unter die Nase zu halten: — Ich bedauere heute zutiefst, je Mitglied der LVL Resistenzgruppe gewesen zu sein, als deren Gründer und Chef Herr Rath's sich so gerne feiern läßt. Meine LVL Freunde Jang Müller und Eugène Strohmenger, mit denen ich während des Krieges direkt zusammenarbeiten konnte, sind mir nach wie vor sehr sympathisch. Die Escher und die Petinger LVL Leute (um nur diese zu nennen) erkennen zumindest die Opfer und damit die Verdienste der Zwangsrekrutierten für ihre Familien und auch für das Land an! Bei gewissen «Superpatrioten» aus der Hauptstadt gilt die Familie anscheinend nicht als Urzelle der menschlichen Gesellschaft und somit der Nation.

Wäre der große Patriot und LRL Leiter Victor Unden — quel homme d'envergure en comparaison de certains «superpatriotes» pompeux mais mesquins! — noch am Leben, so hätte man auf seine Veranlassung hin von Anfang an eine faire Haltung den Zwangsrekrutierten gegenüber eingenommen. Als Verbindungsagent zwischen der Escher LVL und dem großen Patrioten Victor Unden hatte ich die Möglichkeit, mir schon während des Krieges meine Meinung über gewisse der heutigen tonangebenden «Superpatrioten» zu bilden.

Der lange Weg zum längsten Tag

«Als die Kommandos im Abschnitt „Sword“ landeten, sprang Lord Lovats Dudelsackpfeifer, William Millin, aus seinem Sturmboot ins Wasser, das ihm bis zur Schulter reichte. Er sah Qualm über der vor ihm liegenden Küste aufsteigen und hörte das Krachen krepierender Werfergranaten. Als Millin mühsam an Land stolperte, rief Lovat ihm zu: «Spiel 'Sohn des Hochlands' für uns, mein Junge!» Bis zu den Hüften im Wasser wattend, nahm Millin das Mundstück zwischen die Lippen und plantschte mit wild klagendem Dudelsack durch die Brandung vorwärts. Ohne auf das feindliche Geschützfeuer zu achten, machte er am Rand des Wassers halt und begleitete dann, auf dem Strand auf und ab marschierend, die Landung der Kommandos mit seinem Spiel. Die Männer strömten an ihm vorbei, und mit dem Pfeifen der Kugeln und dem Aufbrüllen der Granaten mischten sich die schrillen Klänge von Millins Dudelsack, der nun 'Der Weg zu den Inseln' blies.»

Das ist eine der Schilderungen, die Cornelius Ryan in seinem Buch «Der längste Tag» von den Landungen der Invasionsstreikräfte in der Normandie am 6. Juni 1944 gibt.

Daß wir gerade diesen Passus auswählten, hat seinen besonderen Grund. Dem Befehl Lord

Werden Sie glücklich, Herr «Superpatriot» Rath's in Ihrem, wie mir scheint, sonderbaren Vorgehen gegen die Zwangsrekrutierten. Ich kann Ihnen nur noch Verachtung entgegenbringen, denn Sie passen mit Ihrer schwarzen Seele so recht zu dem Zyniker Barbel!

Ed. Barbel, der schon sehr viel zur Verbitterung der Zwangsrekrutierten beigetragen hat, arbeitet bewußt seinen kommunistischen Freunden in die Hände. Gewisse Wahlergebnisse gegen den Sozialisten Jules Schreiner im besonderen und gegen die sozialistische Partei im allgemeinen bestätigen diesen Tatbestand. Daß aber der rechts-klerikale Aloyse Rath's auch noch bewußt (denn er ist doch weit intelligenter als der Sozialist Schreiner) über Ed. Barbel den Kommunisten anscheinend für die kommenden Wahlen Schützenhilfe geben will, scheint mir, pour le moins qu'on puisse dire, unverständlich. Wer die Zwangsrekrutierten durch dauernde Demütigungen zur Verzweiflung bringt, macht schließlich das Spiel der roten Faschisten, die leider von gewissen Leuten aus Protest gegen die drei nationalen Parteien gewählt werden!!!

Man kann sich zum «Superpatrioten» aufspielen, in der Politik aber ein Anfänger sein und bleiben, Monsieur le Commissaire de la Résistance! Oder sollte das Rath's'sche Spiel Absicht sein ???

JEAN-PIERRE HAMILIUS

Lovats unterstanden die Kommandotrups der I. Sondereinsatz-Brigade. Ihr gehörten auch die französischen Kommandos unter Freg.-Kapt. Kieffer an. Und unter seinen 177 Mann befanden sich vier Luxemburger. Zwei von ihnen sind noch am Leben, nämlich Jean Reiffers, der gleich am ersten Tag der Landung in der Normandie schwer verwundet wurde und heute im ehemaligen belgischen Kongo lebt; und Antoine Neven, der in unserer derzeitigen Armee in Diekirch als Unteroffizier Dienst tut. Die beiden übrigen sind, für die Befreiung ihrer kleinen Heimat von der unerträglichen Naziherrschaft kämpfend, auf dem Schlachtfeld gefallen: Felix Peters, am 20. Juni 1944 bei den Kämpfen um die Orne (Normandie); Jean Neven, Antoine's Bruder, am 1. November 1944 auf der Insel Walcheren.

Und noch ein 5. Luxemburger war bei dem «längsten Tag» dabei: Pierre Laux. Er war aus Afrika nach London gekommen und in die Armee eingetreten. Doch während die vier Erstgenannten unter der französischen Flagge kämpften, trug Laux bei der Landung die englische Uniform. Leider sollte er ebenfalls die Heimat nicht wiedersehen. Am 2. November 1944 fiel er, genau wie sein Kamerad Jean Neven, auf der Insel Walcheren.

Mag auch schon mehr als einmal über das Schicksal dieser jungen Patrioten geschrieben worden sein — etwa am 7. 6. 1964 im «Républicain Lorrain»; oder in dem Buch «Schwere Wege 1940-45» von Charlotte Michaux —, so scheint es uns doch, daß diese Publikationen einen nur allzu kleinen Leserkreis erfassen konnten, dieweil solche Schicksale es wahrlich verdient haben, vom ganzen luxemburgischen Volke, insbesondere von der heutigen Jugend gekannt zu sein. Denn aus ihnen wird die junge Generation viel für ihre eigene Zukunft lernen können.

Dabei denken wir nicht an das schreckliche Erlebnis, das diese jungen Burschen in der Höhle der Normandie-Küste vom 6. Juni 1944 durchmachten, sondern auch an den langen Weg voller Mühsal, Enttäuschungen und Entbehrungen, die sie durchmachen mußten, bevor sie ihren heißen Wunsch, für die Liberation ihrer Heimat aktiv zu kämpfen, in die Tat umsetzen konnten.

Über Belgien nach Frankreich

Zu fünf waren sie gewesen, als sie am 19. Juni 1941 von Diekirch aus den Weg nach England suchten, um die Erfüllung ihres Wunsches zu erreichen: Tony Neven, der damals knapp über 20 Jahre alt war, sein Bruder Jean, Felix Peters, Robert Winter und Romain Croisé. Es war gewiß kein leichter Abschied von den Lieben zu Hause. Aber Mutter Neven, der natürlich auch die bereits damals zirkulierenden Gerüchte von einer Zwangsrekrutierung der luxemburgischen Jugend in die deutsche Wehrmacht zu Ohren gekommen war, erleichterte den Jungs ihren Entschluß: «Wenn es sein muß, dann sehe ich Euch lieber in Khakiuniform als im preußischem Waffenrock.»

Mit dem Zug hat das Quintett rasch Steinfort erreicht und marschiert nun munter auf Hagen zu, wo die belgische Grenze in Richtung Arlon überschritten werden soll. In einem unweit der Grenze gelegenen Gasthaus legen sie noch eine kleine Ruhepause ein, trinken auf «Gutes Gelingen» und stimmen den von den Deutschen verbotenen «Feierwön» an. Drei eintretende deutsche Zöllner verbreiten zwar eine ungemütliche Stimmung, lassen die «Sänger» jedoch ungeschoren ihres Weges ziehen, der nun über die Grenze nach Arlon führt. Im Morgengrauen des folgenden Tages kommen sie ohne Zwischenfall dort an.

Im Bahnhof fällt eine Entscheidung: Robert Winter und Romain Croisé wollen nach Brüssel weiter, in der Überzeugung, dort die Route nach England schneller und leichter zu finden. Die anderen drei aber versprechen sich mehr von dem Weg über die unbesetzte Zone in Südf frankreich. So trennen sich denn hier die Wege.

Gegen zehn Uhr fährt der Zug nach Florenville, wo die französische Grenze nur noch 5 km entfernt ist. Zudem besitzen sie von Diekirch her die Adresse einer Luxemburgerin, die in Florenville wohnt und ihnen weiterhelfen wird.

Die Hilfe besteht zunächst einmal aus einem Mittagessen, einem gar wesentlichen Detail, und danach aus einer Führung zur Grenze. Es ist eine traurige, arg verwüstete Gegend. Vielleicht ist das der Grund, daß der Übergang ohne Schwierigkeit gelingt.

Als sie Carignan erreicht haben, suchen sie kurz entschlossen den Bahnhofsvorsteher auf, der ihnen nicht nur den Wartesaal als Nachtschlafstätte überläßt, sondern ihnen auch am andern Morgen mit gutem Rat hilft, sodaß sie ihr nächstes Ziel, Charleville, bequem erreichen.

In Charleville wohnt eine Tante der Gebrüder Neven, die ihnen Unterkunft und Verpflegung gewährt. Mag hier der auf diesen Umstand gebaute und in Diekirch gefaßte Plan auch enden und die nun folgende Reiseroute der Improvisation überlassen sein, so können sie doch nicht allzulange in der Obhut ihrer Verwandten bleiben. Denn ihr definitives Ziel ist ja noch in weiter, weiter Ferne!

So streben sie denn zunächst einmal Paris zu.

Und ein weiteres Mal wird ihnen Hilfe eines französischen Eisenbahnbeamten zuteil. Er warnt sie nicht nur vor der sog. Roten Linie, die von den Deutschen um die nun verdunkelte Licherstadt an der Seine gezogen wurde, sondern hilft ihnen auch, dieselbe gefahrlos hinter sich zu bringen: Er verfrachtet sie in einen Güterwagen, der sie, zusammen mit drei geflüchteten Senegalesen, bis nach Meaux bringt. In geringer Entfernung des dortigen Bahnhofes, dem kritischen Punkt, springen sie aus dem langsam fahrenden Zug, umgehen das Gebäude, um dann mit dem nächsten Schnellzug nach Paris zu gelangen. Am 22. Juni kommen sie dort wohlbehalten an.

Dank der Hilfe von zwei Landsleuten wird es ihnen möglich, sich auszuruhen, zu erholen und zu stärken, sodaß sie 2 Tage später ihre Reise fortsetzen können.

An der Demarkationslinie

Abends gegen 23 Uhr treffen sie in Vierson an der Demarkationslinie ein. Doch hier stoßen sie auf Schwierigkeiten, die fast unüberwindlich scheinen: Angesichts der sowohl in der Stadt wie in deren Umgebung recht stark aufgebauten deutschen Grenzschutz, ist an ein unmerktes Durchkommen nicht zu denken.

So ziehen sie denn los, um bei Anbruch des nächsten Tages Gièves zu erreichen und dort ihr Glück zu versuchen. Unterwegs stoßen sie auf einen französischen Bauern, den sie nach dem Weg «hinüber» fragen. Doch er deutet ihnen nicht nur mit der Hand nach dem nahen, fast greifbaren Ziel, sondern er erzählt ihnen zugleich, daß die Grenzwachter nicht gerade zärtlich mit den illegalen Grenzgängern umspringen. Erst kürzlich sei ein entflohener Gefangener bei einem derartigen Versuch von ihnen erschossen worden. Außerdem gebe es an dieser Stelle nicht nur Stacheldrahtsperrn; es müßten auch noch ein Bach, ein Kanal und die Cher überquert werden.

Da sinkt ihre Zuversicht um eine ganze Reihe von Graden. Denn die Aussichten sind hier wahrhaft nicht rosig. Schließlich kommen sie zu dem Entschluß, Kehrt zu machen und eine andere Möglichkeit zu suchen.

Als sie ihren Ausgangspunkt erreicht haben, steigen sie in den Zug nach Tours, wo sie gegen Mitternacht ankommen. Nun ist Mitternacht nicht gerade die Stunde, wo man in einer fremden Stadt mit offenen Armen empfangen wird, besonders, wenn Krieg ist und eine für die Besatzungstruppen wichtige Grenze in der Nähe verläuft.

Nach langem ziellosen Umherirren finden die drei Freunde aber doch eine Unterkunft, wo sie eine Reihe von Stunden erholsamen Schlaf genießen konnten.

Wohlgemut zogen sie denn auch am anderen Morgen erneut durch die Straßen der Stadt, immer wieder vorsichtige Versuche startend, um die Möglichkeit eines unbemerkten Passierens der Demarkationslinie ausfindig zu machen. Doch es wollte nicht klappen. So fuhren sie denn abends mit dem Autobus nach Ligneil hinaus. Dort, in einem Café, erhielten sie endlich von der polnischen Besitzerin die Auskunft über den einzuschlagenden Weg «hinüber». Und noch ein Glückszufall stellt sich hier ein: Ein junger Franzose kommt des Weges mit seinem Fahrrad nebst Anhänger und ist auf der Fahrt zu einem Bauernhof, der nur 50 Meter von der Demarkationslinie entfernt liegt.

Das sieht zwar vielversprechend aus, und dennoch ist die Sache nicht so einfach. Denn der Bauer ist zunächst recht mißtrauisch. Hat er doch die Erfahrung machen müssen, daß die «Boches» jeden in der Umgegend Wohnenden im Verdacht haben, ein «Passeur» zu sein, und jedes Mittel gebrauchen, um diese Helfer zu erwischen. Desweiteren macht der Sprachakzent unsere luxemburgischen Freunde sehr verdächtig. Schließlich ist der Bauer dann doch bereit, ihnen den Weg zur Grenze zu zeigen.

Der Übergang aber gestaltet sich nicht so ganz einfach. Überall sind Stacheldrahtzäune aufgebaut, die noch zusätzlich durch Wachen abgesichert sind. Eine volle Viertelstunde müssen sie vorsichtig marschieren, um eine geeignete Stelle für den Übergang zu finden. Dann heißt es warten, bis die deutsche Wachpatrouille vorbei ist und für den Augenblick keine Gefahr besteht. Noch ein kurzes, vorsichtiges Lauschen, dann gleiten sie unter dem Stacheldraht hindurch. Alles verläuft gut, und aufatmend lassen sie sich drüben erschöpft niederfallen. Sie sind endlich im unbesetzten Frankreich!

Doch die Freude währt nur einen kurzen Augenblick. Sie müssen weiter, denn die Nähe der Grenze ist immer noch gefährlich. Weiter geht es in stundenlangem Marsch durch Gebüsch und Felder, bis sie gegen 6 Uhr in Varennes ankommen. Müde besteigen sie dort den Zug nach Loches. Alle Knochen tun weh von den langen Anstrengungen, der Magen knurrt, und doch ist eine gewisse Befriedigung in ihnen, denn sie haben eine entscheidende Etappe ihrer

Reise hinter sich gebracht; sie sind dem unmittelbaren Zugriff der Deutschen entronnen. Und damit ist ihr Ziel — England — um ein Beträchtliches nähergerückt.

d.f.
(Fortsetzung folgt)

CAFÉ-MACHINES W.M.F.
ESPRESSO: LA CIMBALI
VENTE: SERVICE-DEPANNAGE

JOSY JUCKEM

60-62, RUE DE STRASBOURG
TÉLÉPHONES: 255 67 / 40115

Leuchtraketen

Es hat den Anschein, als ob die Zwangsrekrutierten in der politischen Arena sanft abgeschlachtet werden.

Ein Außenminister dient im Prinzip den auswärtigen Belangen seines Landes; es bleibt aber zu betonen, daß in diesem Lande auch etliche Zwangsrekrutierte leben dürften, denen zu dienen ein nationaler Ehrendienst wäre.

Prominente sagen es immer wieder gerne, daß der Mensch von der Hoffnung lebe; für die Zwangsrekrutierten aber ist dieses liebe und schöne Wort ein hoffnungsloser Fall.

Laßt uns busenfreundliche Brücken bauen und auch steinerne dazu; als Bauherr zeichnen in treuer Ergebung, teuerste Amalia, die Zwangsrekrutierten.

Die Zwangsrekrutierten riefen immer wieder in den Wald, aber keiner rief zurück! Das war hart und schwer zu tragen; doch nur die Stille und das Schweigen sind groß und die Dulder, die in diesem Schweigen versiechen.

Ein Staat, welcher seine Zwangsrekrutierten verleugnet, verleugnet sich damit selbst.

Wir aber haben alle Zeit und Muße, bis diese krebssigen Zwangsrekrutierten allesamt für immer ausgekrabbelt haben.

Es darf auf keinen Fall zugelassen werden, daß die Endlösung der Zwangsrekrutiertenfrage als ungeheuerliches Kapitel in die Luxemburger Nationalgeschichte eingehen soll ...

Dr. Pierre-Dominique BAUSCH

Die Flucht

Mitte August 1944. — Eben war die Nacht hereingebrochen und breitete ihren dunkeln Mantel über alles Irdische. Nach dem hellen, gleissenden Sonnenlicht des Tages wirkte sie wohlthuend auf Mensch und Tier. Erleichtert atmeten die Soldaten des Truppentransportes auf. Ihnen war tagsüber recht ungemütlich gewesen in den Viehwagen, worin sie zu 40, wie die Heringe in der Tonne zusammengepropt waren. Nicht einmal die strenge Fahrt des Zuges hatte genügend kühlende Luft entfachen können, um die unerträgliche Hitze in dem rollenden Verschlag zu verscheuchen. Nun, da es allmählich etwas kühler wurde, war ein jeder froh, diesen grausamen Tag hinter sich gebracht zu haben. Sämtliche Feldflaschen waren ihres Inhaltes beraubt. Und im Inneren des Wagens stank es förmlich zum Erbrechen nach Menschenschweiß. Darunter drehten die Räder unverdrossen, das monotone Lied einer Fahrt ins Ungewisse singend. Mit jeder Umdrehung trugen sie ihre menschliche Fracht, alles ausgemergelte Kreaturen, einem düsteren, ungewissen Schicksal zu. An den offenen Waggontüren drängten sich alle, um in etwa die ausgepumpten Lungen mit frischem Sauerstoff zu füllen. In der Dunkelheit waren einzelne Häuser zu erkennen, deren Folge dann immer gedrängter wurde.

«Wir nähern uns einer Stadt», — sagte Heng, der Luxemburger. Er stand ganz vorne und hielt die eiserne Sicherheitsstange festumklammert.

«Wo wir bloß dran sind, ...? — frug der ihm zunächst Stehende. Keiner wußte darauf zu antworten. Auch nicht der Heng, obschon ihm klar war, daß man sich irgendwo in West-Deutschland befand. Den ganzen Tag hindurch waren Dörfer und Städte an der offenen Waggontüre vorbeigedreht, aber immer in solcher Entfernung, daß keiner sich hatte auskennen können. Das war auch nicht weiter verwunderlich, denn die ganze Waggonladung bestand aus Menschen, die in den östlichen und südlichen Teilen Deutschlands zu Hause waren. Aus Ostpreussen, Pommern, Schlesien, Sachsen, Bayern und aus dem Württembergischen stammten sie her. Einer war Sudetendeutscher. Zwei waren aus Oesterreich, einer Berliner und ein letzter war ein sogenannter »Beutedeutsche«. Er war der Luxemburger Heng aus B.

Es hatte sich herausgestellt, daß er, noch nicht einmal großjährig (dazu fehlten noch einige wenige Tage), der Zweitälteste war. Viehwagen-Ältester war ein Schlesier, der bereits 60 Lenze hinter sich gebracht hatte. Ein wahrer Mischmasch, ein Sammelsurium, das die Herren Germanen das letzte Aufgebot nannten. Von allen, die mit Heng in jenem Viehwagen zusammen waren, verabscheute er keinen mehr, als den sechzigjährigen schlesischen Grenadier. Aeußerlich glich er eher einer Hyäne als einem Menschen, von dem er nur die Gestalt hatte. Seine immerzu unruhig flackernden Augen hat-

ten es unserm Luxemburger schon gleich bei der ersten Begegnung angetan. Da war etwas Falsches, Lauerndes, ja Niederträchtiges drin. Der Schlesier war Freiwilliger, ein durch und durch überzeugter Nazi. Er war nie vorher Soldat gewesen, nicht im ersten und, erst bis vor kurzem, auch nicht im zweiten Weltkrieg. Nun aber wollte er Hitler-Deutschland retten, indem er die Tommies zu Hackfleisch machen würde, wie er sich Heng gegenüber geäußert hatte. Darüber und über manches mehr hatte er dem Luxemburger erzählt, als die Viehwagen mit ihrer Menschenfracht in Stettin beladen wurden.

Heng hatte gleich eine scharfe Auseinandersetzung mit dem fanatischen Dummkopf gehabt. Und das war weiter nicht verwunderlich, standen sich doch hier zwei extreme Pole gegenüber. Nur das Dazwischentreten des Berliners ersparte dem schlacksigen Schlesier eine gehörige Tracht Prügel, die Heng ihm unweigerlich verabreicht hätte. So war es geschehen, daß die beiden zu Todfeinden geworden waren, der Heng und der Schlesier.

«Es geht nach Westen», — piepste ein kleines Stimmchen hinter dem Luxemburger. Sie gehörte einem 16- oder 17jährigen.

«Idiot! Was dieses schwächliche Kerlchen wohl an der Westfront ausrichten soll?» — dachte Heng. Diese Frage glitt sofort zurück, ohne daß er auch nur den Versuch gemacht hätte, sie zu beantworten. Er wälzte ein ganz anders gelagertes Problem in seinem Schädel.

Seit der vorigen Nacht wußte Heng bereits genau, daß der Zug immerfort westwärts fuhr. Darüber hatte ihn der Kompaß, den er in Rußland einem zu Tode verwundeten Oberst säuberlich aus der Tasche geschält hatte, zu keinem Augenblick im Unklaren gelassen. Des öfteren schon war ihm dieser richtungsweisende Gegenstand von Nutzen gewesen.

Und nun sollte ein jahrelanger Wunsch, der wie ein Alptraum auf ihm lastete, Wirklichkeit werden: nämlich: seine Flucht. Als er in Rußland war, hatte er Pläne zur Flucht geschmiedet, 10 mal, 100 mal, oder gar öfter. Alle hatte er sie samt und sonders verworfen. Nun war mit einem Schlag und ohne sein Hinzutun alles anders geworden, so wirklichkeitsnahe. Es war alles so unverhofft gekommen, daß er zuerst Schwierigkeiten empfand sich mit den neuen Gegebenheiten abzufinden.

Vierundzwanzig Stunden hindurch hatte er sich abgequält. Sein Gehirn arbeitete fieberhaft. Aber leider entsprang ihm nichts Brauchbares. Sonst war er immer voller Ideen gewesen, der arme Heng. Nun aber kam er sich vor wie von allen guten Geistern verlassen. Er schüttelte resignierend den Kopf, wischte sich mit müder Bewegung den Schweiß von der Stirne. Fortwährend war ihm dieses Naß in die Augen getropft, sodaß sie nun brannten wie Feuer.

«Die Hitze, die verdammte —» knirschte er

vor sich hin. «Am Ende werde ich noch blöde», dachte er, und wurde heftig gegen seinen Nebenmann geworfen. Der Zug hatte scharf gebremst, so scharf, daß die für den nie erringbaren Sieg verschlissenen Bandagen der Räder zwischen den Schienen hin und her sprangen, als wären sie für eine Schmalspurbahn gebaut worden. Der Wagen hoppste nur so auf den Schienen. Drinnen aber wurden Flüche laut ob dieser unsanften Bremserei.

«Mensch, wie du stinkst!» — bemerkte Heng bissig zu seinem Nachbar.

«Wohl verrückt geworden, was? Riechst doch selber wie ein Jauchefäß», — kam prompt die Antwort. Für einmal ging Heng nicht auf diese Erwiderung ein.

Nach einem all zu kurzen Bremswege stand der Zug still. Genau gegenüber stand ein Schild. Heng las laut: «Münster». Und dann noch einmal: «Münster». Es klang beinahe wie ein Jubelschrei.

«Na, wat denn, wat denn? Jeh schon! Ik wollt 's wär Berlin. So aber sehn wir nur allzu bald die Tommies und Yankees!» — bemerkte der Berliner.

«Oder die euch», — zischte Heng.

«Meenste — — —», vernahm unser Luxemburger gerade noch beim Verlassen des Waggons, auf der Suche nach einem erfrischenden Schluck Wasser. Gerade, daß er welches gefunden, ein paar Schlücklein gierig hinuntergewürgt und seine Feldflasche gefüllt hatte, hob das Schreien und Brüllen der Offiziere an. Und dann, als bräuchten sie eine lautstarke Unterstützung, das widerliche, blöde Grölen der Unteroffiziere:

«Einsteigen! Ein - stei - g-e-e-e-n! In die Wagen, ihre Hunde!»

«Die Hunde seid ihr und schon ganz bestimmt! Nicht wir!» — dachte Heng etwas zu laut, sodaß einige um ihn herum lachten.

Wie recht er hatte, der Heng. Denn die ganze Bande umkreisten die Soldaten, wie Wachhunde eine Herde!

Ganz vorne zog der Lockführer am Pfeifenhebel, und schon setzte sich der Zug wieder in Bewegung. Der Transportkommandeur mußte es wirklich eilig haben. Hier und dort schwangen noch etliche Gestalten sich in ihre Wagen. Dann ertönte wieder das monotone Rattern der Räder auf den Schienen. Weiter ging es hinaus in die Nacht, Richtung Westen.

Nach einem erfrischenden Trunk warf Heng sich der Länge nach auf das Stroh, welches nur spärlich den Waggonboden bedeckte. «Auch das

wird sicherlich in Deutschland nur noch gegen Bezugschein oder Marken zu haben sein», — dachte er so nebenbei und wandte sich in Gedanken seinem Fluchtplan zu, der keine konkreten Formen annehmen wollte. Er war müde, keines Gedanken mächtig und schlief ein.

Als er aufwachte, zeigten die Zeiger auf dem Leuchtzifferblatt seiner Uhr die zweite Stunde. Er trat an die offenstehende Waggontür und bemerkte draußen tiefer liegende Häuser. Bald klang es hohl unter ihm. Der Zug fuhr über eine lange Brücke. Was Heng anfänglich für Nebel gehalten hatte, war Wasser. Geraume Zeit später hielt der Zug an und er war in Antwerpen. Ganz Holland hatten sie also durchquert. Das Wasser vorhin war das der Schelde.

Es war wieder Tag geworden und heiß brannte die Sonne auf die Viehwagen. Die ganze Zeit hindurch war der Zug gerollt. Nach Hengs Schätzung mußten sie beinahe die beiden Fländern durchfahren haben. Immerfort in südlicher Richtung hatte die Lokomotive die lange Schlange der Wagen gezogen. In den Kurven bemerkte Heng zuweilen, daß auf den vier offenen Wagen, je zwei vorne und zwei hinten, auf denen Vierlingsflakgeschütze aufgebaut waren, rege Tätigkeit herrschte. Also befanden sie sich in einer Gefahrenzone, schlußfolgerte Heng ganz richtig.

Dem Luxemburger, der die Mittelschule in Belgien besucht hatte, war Belgiens Landkarte in sehr guter Erinnerung. Der Transport mußte sich in unmittelbarer Nähe der belgisch-französischen Grenze befinden. In der Ferne tauchte Courtrai auf. Immer im gleichen Tempo passierten sie diese Stadt. Dann folgte bald Mouscron und Tourcoing. Er befand sich in Frankreich.

Im Schnecken tempo fuhr der Zug durch Roubaix. Dort war Fliegeralarm. Flieger waren aber keine zu sehen.

Kurze Zeit später wurde der ganze Truppentransport auf ein Abstellgleis außerhalb Lille geschoben. Das war in St. André, der Genauigkeit halber.

Allem Anschein nach schien hier das Ende der tagelangen Fahrt zu sein. Sofort wurden Wachposten aufgestellt. Neben an, in einem Felde, wurden Gräben ausgehoben. Heng mußte mit in die Ortschaft um Einquartierungsmöglichkeiten ausfindig zu machen. Alles deutete darauf hin, daß der ganze Transport dort in Stellung gehen würde.

Es mochte dann so zwischen 10 und 11 Uhr gewesen sein, als ein «Jabo» im Tiefflug über das emsige Treiben der Deutschen hinwegfegte. Von irgendwo zischte eine Vierlingsflak. Ganz elegant drehte der Engländer ab und verschwand.

Darob schaltet der Heng ganz folgerichtig und begab sich auf die Suche nach einem einigermaßen sicheren Unterstand. Diesen fand er bei Franzosen, nicht einmal weit ab von den Bahnanlagen. Mit seinen französischsprachigen Kenntnissen, war es ihm ein Leichtes gewesen, sich bei ihnen auszuweisen. Die wenigen Dokumente aus der Heimat, die er seit Anfang 1943 recht gut verwahrt hatte, taten das Ihrige.

Er erkundigte sich dann auch gleich über den Stand der alliierten Offensive. Aber darüber gingen die Meinungen der guten Leute sehr auseinander. Und Heng mußte zu seinem Leidwesen feststellen, daß er über diese Dinge weit besser Bescheid wußte. Er gab denn auch die Hoffnung auf, irgendwelche Angaben in Erfahrung zu bringen, die ihm bei seinem Fluchtplan nützlich hätten sein können.

So sagte beispielsweise ein kleiner rundlicher Franzose, die Amerikaner stünden bei Amiens an der Somme. Nein, nein, das stimmte nicht. Ein anderer behauptete in beredter Sprache und mit vielem Gestikulieren, die alliierten Streitkräfte stünden bei Paris. Das durfte stimmen. Noch in Stettin hatte Heng in Erfahrung gebracht, daß kanadische und englische Truppen sich in der Gegend von Falaise und Argentan befänden. Seither hatte er nichts mehr gehört. Wäre Paris in den Händen der Alliierten, so wäre das bestimmt durchgesickert.

Ein anderer wiederum meinte, in zwei bis drei Tagen mit dem Eintreffen der Amerikaner in Lille rechnen zu müssen. Ihn warnte Heng vor seinem allzu großen Optimismus, auch seien es nicht die Amerikaner, die in diese Gegend kämen, sondern die Engländer und Kanadier unter Montgomery. Bis dahin würde noch einige Zeit vergehen. Über die F.F.I. befragt, verstummten alle. Heng sah ein, daß er zu stürmisch vorgegangen war. Vorerst mußte er sich gedulden. Auch würden diese Leute ihm kaum vorwärts helfen können.

Im Laufe des gleichen Nachmittags erschien am Himmel ein englisches Jagdbombengeschwader und der Transport wurde schwer angegriffen. Heng hatte noch Zeit genug gehabt bei den vorhin kontaktierten Franzosen im Unterstande unterzutauchen.

M A Z O U T	<i>Marcel</i>
Charbons	
Cokes	<i>Schroeder-Wagner</i>
Briquettes	
Pommes-de-Terre	ESCH-SUR-ALZETTE
Transports	Chantier: r. d champs, Tél. 52740
	Privé: 72, bd Pr. Henri, Tél. 542098
Vente de réservoirs à partir de 500 jusqu'au 1200 ltrs	

Ignis

Machines à laver - Réfrigérateurs -
Cuisinières à gaz - Congélateurs -
Boyleurs

Als der Zauber vorbei war, begab er sich zum Zug. Dort war ein heillooses Durcheinander. Tote lagen überall. Verwundete schrieten aus allen Ecken und Enden. Für Heng war das nichts Neues. Er hatte Schlimmeres erlebt. Für ihn waren, wie schon so oft, so und so Viele weniger. Und wie er auf seinen Waggon zu schlenderte, gewahrte er im Nebengleis liegend, seinen Antagonisten aus Stettin: den alten Schlesier. Er war tot. Sein Gesicht war eine wahre Fratze. Er war ausgezogen um Tommies zu zerhacken. Der arme Idiot! Noch nicht einmal einen Finger krümmen, geschweige denn einen Schuß hatte er abgeben dürfen.

Wie Heng so da stand, in Gedanken versunken, brüllte einer ihn an, der viel Lametta trug und nur eine halbwegs geflickte Visage hatte:

«Los, Sie Heini! (Woher der Kerl seinen Namen wußte, dachte Heng) Verwundete bergen! Aufräumen! Tote begraben! Na los, Sie dreifacher Trottel!»

«Der Kerl überschätzt deine Fähigkeiten», dachte Heng und machte sich aus dem Staube. Ansonsten ließ ihn das alles kalt. An diesen Ton hatte er sich derart gewöhnt, daß er ihn kaum noch wahrnahm. Und doch registrierte sein Gehirn jede Begebenheit und wäre sie auch noch so geringfügig gewesen.

Wieder auf Fahrt

Eine Woche später, — Heng hatte in der Zwischenzeit einige ungemein lebensgefährliche Stücke gedreht, auf die einzugehen, zu weit führen würde, — wurde der Haufen wieder auf Transport gesetzt. Er war bereits stark dezimiert. Um die 300 Ausfälle, Tote und Verwundete. Und noch nicht einmal eine Minute war er im Einsatz gewesen. Bei Nacht und Nebel fuhr der Zug nach Dünkirchen. Tags zuvor war Heng großjährig geworden. Außer ihm hatte niemand davon Notiz genommen. Am 25. August war er einundzwanzig geworden.

«Tja, auch unter den schlimmsten Umständen wird man großjährig», — hatte Heng damals bitter festgestellt. Und wie recht er hat! Damals, an seinem 21. Geburtstag, waren seine Gedanken bei den Lieben zu Hause, bei Mutter und

La Maison Alfred Poggi

Fruits et Primeurs en Gros
est au service de sa clientèle
depuis plus d'un demi-siècle

Melchior's Elite-Samen Die vorzüglichen Samen der anspruchsvollen Käufer!

Nur nicht mit der Marke Melchior auf jeder Packung

Erhältlich in allen guten Epicerien

En gros: Melchior Leudelange / Luxembourg

<p>Quincaillerie Outils - Butagaz Armes - Munitions Jouets - Camping</p>	<p>Arts ménagers Verres - Porcelaines Faïences - Cristaux Chauffage-Cuisinières</p>
<p>Ameublement Meubles tous genres Tapissier - Literie Voitures - Lits d'enf.</p>	<p>J. WEIRICH s. e. n. c. DUDELANGE - Tél. 51 17 17 avenue G.-D. Charlotte</p>

Imprimerie
Kremer - Muller & Cie

Esch-sur-Alzette
56, rue des jardins
Téléphone 521-85

Imprimés de qualité

Vater, bei den Geschwister, den Verwandten und Bekannten. Verstoßen hatte er die wenigen, bereits stark vergilbten Bilder der Lieben in Luxemburg hervorgekramt und mit ihnen stille Zwiesprache gehalten. Allzu viele Fragen, auf die es keine Antwort gab. Und dabei waren dem hart gewordenen Heng einige Tränen über die Wangen geflossen. Diese sentimentale Regung war sein Geburtstagsgeschenk. Als er dann seine Habseligkeiten wieder verstaute und an sich herunter sah, wurde er sich der rauhen, grausamen Wirklichkeit wieder bewußt: Noch immer trug er die «Grompergléwsfatz», wie er die verhaßte Uniform zu nennen pflegte.

Als Heng dann, nach einer wilden Nacht, mit den andern in Bergues ankam, ereignete sich etwas, womit er garnicht mehr gerechnet hatte. Unter den 700 Deutschen entdeckte er rein zufällig einen anderen, wirklichen, leibhaftigen Luxemburger. Und die beiden freuten sich gewaltig. Nun waren sie zu Zweit, um das letzte schwierige Stück ihres Anfang Januar 1943 begonnenen, beschwerlichen, entberungs- und leidvollen Weges hinter sich zu bringen.

Und noch über ein weiteres freute sich Heng sehr an jenem Tag. Er erfuhr in Bergues die freudige Nachricht der Befreiung von Paris. Und das war gerade an dem Tag geschehen, da er großjährig geworden war. Diesen Tag, dieses Datum würde er sein Lebtag nicht vergessen. Darüber hinaus, dünkte ihm das ein gutes Omen zu sein. Was er allerdings nicht ahnen konnte, war das, daß er selbst erst ein Jahr später seine volle Freiheit wiedererlangt haben würde.

Am darauffolgenden Tag gelangten sie dann nach Dünkirchen, das eine Woche später von den alliierten Streitkräften vollends eingekesselt worden war. Herrgott, wie es dort aussah! Ganze Straßenzüge waren total zerstört. Trümmer, überall wo das Auge hinschaute. Und doch befanden sich reichlich viele Franzosen in jenem Hexenkessel. Es fanden sogar noch Kinovorstellungen statt. Das wundert uns nicht weiter, denn in Kriegszeiten ist alles, aber reinlich alles möglich, wenn man absieht von der Tatsache, daß Tote nicht mehr lebend werden.

Düнкirchen

Nach einigem Hin und Her verlegte man Heng und Marcel, so hieß der andere Luxemburger, in Stellungen bei Rosendael an der belgischen Grenze, in unmittelbarer Nähe der Kanalküste. Wenn auch sehr erfreut, so waren die beiden Jungen doch nicht wenig erstaunt, daß man sie nicht getrennt hatte. Für gewöhnlich stachen die Herren Deutschen keine zwei Luxemburger zusammen in eine Einheit. Man schien also nicht mehr so sehr auf diesen Punkt zu achten. Der andere Rest des miserablen Nachschubs wurde überall dort eingesetzt, wo die englische Feuerwalze bereits tiefe Löcher in die deutschen Linien gerissen hatte.

Von jenem Tag an, es war bereits zweiter September geworden, richtete Heng sein ganzes Denken und all seine Bemühungen darauf aus, einen möglichst sicheren Fluchtweg vorzubereiten. Wie schwierig das Fliehen sein konnte, hatte er bereits in St. André bei Lille erfah-

ren müssen. Trotz aller Vorsichtsmaßnahmen war es schief gegangen, ansonsten er nie nach Düнкirchen gekommen wäre. Um eine sehr bittere Erfahrung reicher geworden, wollte Heng diesmal aber auch rein garnichts dem Faktor Zufall überlassen. Hier an der Front gegenüber Rosendael, war es ganz besonders gefährlich. Jeder Augenblick konnte der letzte sein. Geschosse jeder Art zogen dauernd ihre Bahnen durch die Luft. Uneingeschränkte Vorsicht war hier oberstes Gebot. Eine Feststellung machte Heng; hier beobachtete sogar jeder jeden Deutschen. Was Hengs Vorhaben um ein Sonderliches erschwerte. Und so kundschaftete er jede Einzelheit aus, verschaffte sich überall dort, wo nötig, Zugang.

So einfach, wie das aus London all die Jahre hindurch herübergefahelte: «Jongen, läwt iwer!», war das Überlaufen nun einmal nicht. Diese Aufforderung der Exil-Regierung in London, war eine elendige Einladung zum Selbstmord. Dessen waren die Herrschaften in London sich nicht bewußt. Oder doch?

Der Luxemburger Heng überließ nichts dem Zufall. Er bereitete seine und seines Freundes Flucht bis in die kleinste Einzelheit vor. Daß darüber wieder einige Tage verstrichen, machte sehr wenig aus. Genau wie jene in London, wollten auch sie beide nach dem Krieg weiterleben.

Noch manch schreckliche Stunden und Tage vergingen. Heng hatte beinahe eine Expertenarbeit geleistet. Und dann eines Abends war es so weit. Ohne daß auch nur jemand den geringsten Verdacht geschöpft hatte, hatte Heng seinen Freund Marcel benachrichtigt. Dies geschah ganz unauffällig und ganz beiläufig beim Essen. Mündlich natürlich und im Flüster-

s.n.
(Fortsetzung folgt)

Voranzeige

In unserer nächsten Nummer berichten wir ausführlich über die Generalversammlung der «Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme», sowie über die Verteilung der «Médailles de la Reconnaissance Nationale» am 15. Mai im Transportministerium.

Artikel:

Die Mütillierten des «Military hospital Reims»

Fortsetzungen:

Der Weg zum längsten Tag und

Die Flucht.

GALERIE BENELUX

Ady Maintz

ESCH-ALZETTE

45-47, rue Léon Jouhaux - Tél.: 54 01 62

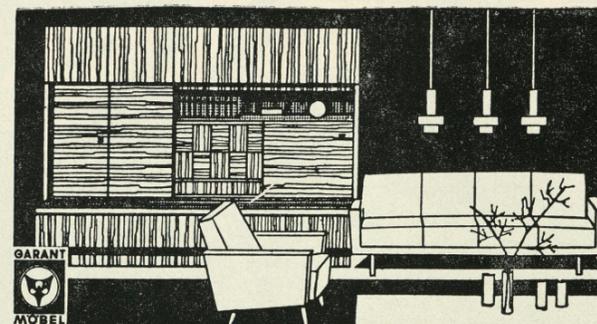
Große Möbelausstellung in 6 Stockwerken

Schlafzimmer, Küchen, Speisezimmer, Studios, Kinderzimmer in allen Holz- und Stilarten, eigener Fabrikation

Als einziges Mitglied Luxemburgs des großen europäischen Garant Möbel-Einkaufsrings liefern wir Möbel jeder Art zu Großhandelspreisen.

Matratzen, Steppdecken, Teppiche, Polstermöbel usw.

Innenausbau und Geschäftseinrichtungen für alle Branchen, Kühltheken, Café und Hotel-Einrichtungen usw.



Einzelanfertigungen jeder Art nach Maß. Kredit zu den gesetzlichen Bestimmungen. Kataloge, Angebote, Pläne gratis. Besichtigen Sie unsere großen Lager in Osweiler und Echternach.

P. Witry & Fils

Succ. Alfred Witry

Osweiler

Téléphone 724 06

Fabrication — Import — Export

Armeefreiwillige

finden laut Gesetz nach dreijähriger Dienstzeit, vorbehaltlich der Erfüllung der vorgeschriebenen Zulassungsbedingungen, Aufnahme in der unteren Laufbahn von Armee, Gendarmerie, Polizei, Zollverwaltung, Post, Forstverwaltung und Strafanstalten.

Sie werden bevorzugt bei der Besetzung von Stellen derselben Laufbahn in allen übrigen Staatsverwaltungen und öffentlichen Betrieben, einschließlich Sozialversicherungen, Gemeinden und Eisenbahnen.

Die nächste Einberufung von Freiwilligenkandidaten wird voraussichtlich Ende Juli 1969 an einem noch näher zu bestimmenden Datum erfolgen.

Freiwilligenanwärter, welche zu diesem Zeitpunkt zur Armee einrücken wollen, müssen ihren Antrag bis **spätestens den 5. Juli 1969** beim Ministerium der Öffentlichen Macht in Luxemburg, Heilig-Geist-Plateau, einreichen.

Für weitere Auskünfte möge man sich an die vorstehende Adresse wenden, wo Anmeldeformulare den Freiwilligenanwärtern ausgehändigt werden.

Anträge, welche nach dem 5. Juli 1969 eingereicht werden, werden für die übernächste Einberufung vorgemerkt.

Der Minister der Öffentlichen Macht,
Eugène SCHAUS